

EDJ 1991/12533

Tribunal Europeo de Derechos Humanos, S 26-6-1991, nº 12369/1986

Resumen

En el caso Letellier contra Francia el TEDH declara infringido el art. 5 solamente en su apartado 3, debido a la excesiva duración de la prisión provisional a que fue sometida la demandante.

NORMATIVA ESTUDIADA

Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales art.5.3 , art.50

CLASIFICACIÓN POR CONCEPTOS JURÍDICOS

DETENCIÓN PREVENTIVA

RECURSOS SOBRE SU LEGALIDAD

DURACIÓN

INDEMNIZACIÓN POR VIOLACIONES DEL CONVENIO

EN GENERAL

PRIVACIÓN DE LIBERTAD

FICHA TÉCNICA

Procedimiento:Procedimiento ante el TEDH

Legislación

Aplica art.5.3, art.50 de Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales

Sinópsis Antecedentes:

La Sra. Monique Letellier fue detenida el 8 de julio de 1985 por considerársela sospechosa de complicidad en el asesinato de su marido.El 24 de diciembre el Juez de Instrucción de Créteil ordenó su puesta en libertad provisional, pero el Tribunal de Apelación de París revocó la medida el 22 de enero de 1986. El Tribunal de Casación censuró el auto del Tribunal de Apelación, remitiendo de nuevo a este el caso, el cual volvió a rechazar la petición de la libertad provisional. El Tribunal de Casación trasladó entonces el caso al Tribunal de Apelación de Amiens, que dictó un auto rechazando la libertad provisional, lo que fue confirmado por el Tribunal de Casación el 15 de junio de 1987.Se hicieron hasta seis peticiones de puesta en libertad, siendo estas siempre rechazadas, de forma que la Sra. Letellier permaneció en situación de detención provisional desde el 8 de julio de 1985 hasta el 10 de mayo de 1988, fecha en la que el Tribunal de lo Criminal de Val-de-Marne la condenó a tres años de prisión por complicidad en asesinato.

Procedimiento ante la CEDH:

La Sra. Letellier presentó demanda ante la Comisión Europea de Derechos Humanos, que la admitió el 13 de marzo de 1989.

En su informe de 15 de marzo de 1990 la Comisión consideró violados los apartados 3 y 4 del art. 5 del Convenio.

Resolución del TEDH:

El asunto fue presentado ante el Tribunal Europeo de Derechos Humanos, que en su fallo de 26 de junio de 1991 declaró infringido el art. 5 solamente en su apartado 3, debido a la excesiva duración de la prisión provisional a que fue sometida la Sra. Letellier,pues al menos desde diciembre de 1986,la detención dejó de estar basada en motivos pertinentes y suficientes.

Reparación:

Asímismo condenó al Estado francés a pagar veintiumil cuatrocientos treinta y tres francos en concepto de costas y gastos.

VERSION OFICIAL EN FRANCÉS

SENTENCIA

En l'affaire Letellier*,

La Cour européenne des Droits de l'Homme, constituée, conformément à l'article 43 (art. 43) de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ("la Convention")** et aux clauses pertinentes de son règlement***, en une chambre composée des juges dont le nom suit :

MM. R. Ryssdal, président, Thór Vilhjálmsson, F. Matscher, L.-E. Pettiti, R. Macdonald, R. Bernhardt, A. Spielmann, J. De Meyer, S.K. Martens,

ainsi que de MM. M.-A. Eissen, greffier, et H. Petzold, greffier adjoint,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil les 26 janvier et 24 mai 1991,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette dernière date :

Notes du greffier * L'affaire porte le n° 29/1990/220/282. Les deux premiers chiffres en indiquent le rang dans l'année d'introduction, les deux derniers la place sur la liste des saisines de la Cour depuis l'origine et sur celle des requêtes initiales (à la Commission) correspondantes.

** Tel que l'a modifié l'article 11 du Protocole n° 8 (P8-11), entré en vigueur le 1er janvier 1990.

*** Les amendements au règlement entrés en vigueur le 1er avril 1989 s'appliquent en l'espèce.

PROCEDURE

1. L'affaire a été déférée à la Cour par la Commission européenne des Droits de l'Homme ("la Commission") le 21 mai 1990, dans le délai de trois mois qu'ouvrent les articles 32 § 1 et 47 (art. 32-1, art. 47) de la Convention. A son origine se trouve une requête (n° 12369/86) dirigée contre la République française et dont une ressortissante de cet Etat, Mme Monique Letellier, avait saisi la Commission le 21 août 1986 en vertu de l'article 25 (art. 25).

La demande de la Commission renvoie aux articles 44 et 48 (art. 44, art. 48) ainsi qu'à la déclaration française reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour (article 46) (art. 46). Elle a pour objet d'obtenir une décision sur le point de savoir si les faits de la cause révèlent un manquement de l'Etat défendeur aux exigences de l'article 5 §§ 3 et 4 (art. 5-3, art. 5-4) en matière de "délai raisonnable" et de "bref délai".

2. En réponse à l'invitation prescrite à l'article 33 § 3 d) du règlement, la requérante a exprimé le désir de participer à l'instance et a désigné son conseil (article 30).

3. La chambre à constituer comprenait de plein droit M. L.-E. Pettiti, juge élu de nationalité française (article 43 de la Convention) (art. 43), et M. R. Ryssdal, président de la Cour (article 21 § 3 b) du règlement). Le 24 mai 1990, celui-ci en a désigné par tirage au sort les sept autres membres, à savoir MM. Thór Vilhjálmsson, F. Matscher, J. Pinheiro Farinha, R. Bernhardt, A. Spielmann, J. De Meyer et S.K. Martens, en présence du greffier (articles 43 in fine de la Convention et 21 § 4 du règlement) (art. 43). Par la suite, M. R. Macdonald, suppléant, a remplacé M. Pinheiro Farinha, empêché (articles 22 § 1 et 24 § 1 du règlement).

4. Ayant assumé la présidence de la Chambre (article 21 § 5 du règlement), M. Ryssdal a consulté par l'intermédiaire du greffier l'agent du gouvernement français (le "Gouvernement"), le délégué de la Commission et le représentant de la requérante au sujet de la nécessité d'une procédure écrite (article 37 § 1). Conformément à l'ordonnance ainsi rendue, le greffier a reçu les prétentions de l'intéressée au titre de l'article 50 (art. 50) de la Convention le 28 juin et le mémoire de Gouvernement le 19 octobre. Par une lettre du 9 novembre, le secrétaire adjoint de la Commission l'a informé que le délégué s'exprimerait à l'audience.

5. Le 16 novembre 1990, le président a fixé au 23 janvier 1991 la date de celle-ci après avoir recueilli l'opinion des comparants par les soins du greffier (article 38).

6. Les débats se sont déroulés en public le jour dit, au Palais des Droits de l'Homme à Strasbourg. La Cour avait tenu auparavant une réunion préparatoire.

Ont comparu :

- pour le Gouvernement

Mme E. Belliard, directeur adjoint des affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères, agent, M. B. Gain, sous-directeur des droits de l'homme à la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères, Mlle M. Picard, magistrat détaché à la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères, Mme M. Ingall-Montagnier, magistrat détaché à la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice, conseils;

- pour la Commission

M. A. Weitzel, délégué;

- pour la requérante

Me D. Labadie, avocat, conseil.

7. La Cour a entendu en leurs plaidoiries et déclarations, ainsi qu'en leurs réponses à ses questions, Mme Belliard pour le Gouvernement, M. Weitzel pour la Commission et Me Labadie pour la requérante. Les représentants respectifs du Gouvernement et de la requérante ont produit certaines pièces à l'occasion de l'audience.

EN FAIT

I. Les circonstances de la cause

8. Ressortissante française domiciliée à La Varenne Saint-Hilaire (Val-de-Marne), Mme Monique Letellier a pris en gérance un café-restaurant en mars 1985. Mère de huit enfants issus de deux mariages successifs, elle vivait séparée de son deuxième époux M. Merdy, pompiste dans une station-service, et cohabitait avec un tiers à l'époque des faits.

9. Le 6 juillet 1985, M. Merdy fut tué d'un coup de feu tiré d'une voiture. Un témoin ayant relevé le numéro minéralogique du véhicule, la police interpella le jour même M. Gérard Moysan qu'elle trouva en possession d'un fusil à pompe. Il avoua être l'auteur du coup de feu, mais précisa qu'il avait agi sur les instructions de la requérante : elle se serait engagée à lui verser, ainsi qu'à l'un de ses amis M. Michel Bredon - qui la chargea lui aussi -, une somme de 40 000 f. pour donner la mort à son mari, et lui aurait avancé 2000 f. pour l'acquisition de l'arme.

Mme Letellier nia les faits tout en reconnaissant avoir vu l'arme du crime, déclaré en public vouloir se débarrasser de son conjoint et donné son accord "sans arrière-pensée" à M. Moysan qui lui avait proposé de s'en charger. Elle prétendit d'autre part avoir remis les 2000 f. à ce dernier, qualifié par elle de "pauvre gosse", afin qu'il pût acheter un véhicule automobile.

10. Le 8 juillet 1985, lors de l'interrogatoire de première comparution, le juge d'instruction près le tribunal de grande instance de Créteil inculpa l'intéressée de complicité d'assassinat et la plaça sous mandat de dépôt criminel.

A. La procédure d'instruction

1. La première demande de mise en liberté, du 20 décembre 1985

11. Le 20 décembre 1985, la requérante sollicita son élargissement en alléguant l'absence d'indices sérieux de culpabilité. Elle prétendait en outre offrir toutes les garanties de représentation en justice : domicile, fonds de commerce exploité par elle seule, et huit enfants dont certains restaient à sa charge.

12. Le 24 décembre 1985, le juge d'instruction ordonna sa mise en liberté sous contrôle judiciaire, par les motifs suivants :

"(...) en l'état de la procédure la détention n'est plus nécessaire à la manifestation de la vérité; (...) si l'inculpée offre des garanties de représentation suffisantes justifiant sa libération, un contrôle judiciaire paraît opportun."

Il astreignait la requérante à ne pas sortir sans autorisation préalable de certaines limites territoriales, à se présenter à lui une fois par semaine, à jour et heure fixes, à répondre à ses convocations et à se plier aux mesures de contrôle portant sur ses activités professionnelles, à s'abstenir de recevoir ou rencontrer quatre personnes nommément désignées ainsi que d'entrer en relation avec elles de quelque façon que ce fût.

Là-dessus, le juge des tutelles rendit à Mme Letellier la garde de ses quatre enfants mineurs.

13. Sur recours du procureur de la République de Créteil, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris infirma l'ordonnance le 22 janvier 1986, se réservant désormais le contentieux de la détention. Elle releva notamment :

"(...)

Il existe (...) dans ce dossier de multiples présomptions contre l'inculpée de s'être rendue coupable de complicité d'assassinat, ce qui constitue un acte criminel d'une exceptionnelle gravité ayant causé à l'ordre public un trouble très important qui ne saurait s'atténuer dans le court laps de temps de six mois.

Les investigations se poursuivent, il convient d'empêcher toute manoeuvre de nature à nuire à la manifestation de la vérité.

D'autre part, en raison du niveau élevé de la peine légalement encourue, on est fondé à craindre qu'elle ne tente d'échapper aux poursuites dont elle est l'objet.

Aucune mesure de contrôle judiciaire n'étant opérante à ces divers égards.

En définitive : la détention provisoire reste l'unique moyen pour empêcher une pression sur les témoins.

Elle est nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction et pour garantir le maintien de l'inculpée à la disposition de la justice.

"(...)."

En conséquence, la requérante, qui avait recouvré la liberté le 24 décembre 1985, réintégra la maison d'arrêt le 22 janvier 1986.

14. A l'audience du 16 janvier 1986, Mme Letellier avait déposé un mémoire en défense. Elle y soulignait qu'elle avait attendu l'issue de la phase principale de l'instruction pour introduire sa demande d'élargissement; ainsi, tous les témoins avaient été ouïs par la police judiciaire ou par le juge d'instruction, deux séries de confrontations avec M. Moysan avaient eu lieu et toutes les commissions rogatoires avaient été exécutées. Elle relevait aussi que les articles 144 et suivants du code de procédure pénale n'érigeaient nullement la gravité des faits reprochés en une condition du placement et du maintien en détention provisoire et que les parties civiles n'avaient formulé aucune observation après avoir appris sa libération. Priant la chambre de confirmer l'ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire du 24 décembre 1985, elle déclarait qu'elle n'avait nullement l'intention de se soustraire à la justice, qu'elle se plierait scrupuleusement au contrôle judiciaire, qu'elle présentait de solides garanties de comparution et qu'une nouvelle incarcération ruinerait moralement et matériellement une famille entière dont elle demeurait l'unique chef.

15. Mme Letellier forma un pourvoi que la chambre criminelle de la Cour de cassation rejeta le 21 avril 1986 par les motifs ci-après :

"(...)

Attendu que, pour infirmer l'ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire de Letellier Monique, épouse Merdy, poursuivie pour complicité d'assassinat de son mari, la chambre d'accusation, après avoir exposé les faits reprochés à cette dernière et noté l'existence de divergences entre les dires de celle-ci et les diverses dépositions recueillies, relève que les faits ont causé un trouble non encore atténué à l'ordre public, que des investigations se poursuivant il importe d'empêcher toute manoeuvre de nature à nuire à la manifestation de la vérité et à faire pression sur les témoins, et que le niveau élevé de la peine légalement encourue rend incertaine la représentation de l'inculpée en cas de libération; que les juges estiment qu'aucune mesure de contrôle judiciaire ne peut être opérante à ces divers égards;

Attendu qu'en cet état la Cour de cassation est en mesure de s'assurer que la chambre d'accusation a ordonné le maintien en détention de Letellier Monique, épouse Merdy, par une décision spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce, et pour des cas que précisent les articles 144 et 145 du code de procédure pénale;

"(...)."

2. La deuxième demande de mise en liberté, du 24 janvier 1986

16. Le 24 janvier 1986, la requérante sollicita derechef son élargissement; la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris le lui refusa par une décision du 12 février 1986 analogue à la précédente (paragraphe 13 ci-dessus).

17. Sur pourvoi de Mme Letellier, la Cour de cassation censura l'arrêt le 13 mai 1986, pour violation des droits de la défense : ni l'intéressée ni son conseil n'avaient été avertis de la date de l'audience fixée pour l'examen de la demande. Elle renvoya l'affaire devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, autrement composée.

18. A son tour, celle-ci repoussa ladite demande le 17 septembre 1986. Elle estima qu'il existait, "au vu du dossier (...), des présomptions sérieuses contre l'inculpée de s'être rendue coupable de complicité d'assassinat". Elle considéra, "dans ces conditions (...), la détention de l'inculpée [comme] nécessaire, eu égard à la gravité des faits (...) et au niveau de la peine [encourue], pour garantir son maintien à la disposition de la justice et préserver l'ordre public".

Quant aux griefs tirés de la violation de l'article 5 §§ 3 et 4 (art. 5-3, art. 5-4) de la Convention, elle les écarta en soulignant qu'ils n'invoquaient aucun texte du code de procédure pénale et qu'elle se prononçait avec la diligence voulue par celui-ci.

19. A l'audience du 16 septembre 1986, Mme Letellier avait présenté un mémoire en défense. Elle y invitait la chambre à l'élargir, "faute d'avoir vu sa demande de mise en liberté jugée dans un délai raisonnable" au sens de l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la Convention, et à lui donner acte de ce qu'elle ne s'opposait pas à l'adoption d'une mesure de contrôle judiciaire à son encontre.

20. Saisie par Mme Letellier, la Cour de cassation annula cet arrêt le 23 décembre 1986 : elle constata que la juridiction d'appel n'avait pas répondu aux conclusions relatives au dépassement du "délai raisonnable" de l'article 5 § 3 (art. 5-3).

21. Statuant sur renvoi le 17 mars 1987, la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens rejeta la demande en ces termes :

"(...)

Attendu que (...) les charges reposent bien sur les éléments suffisants, pertinents et objectifs que le mémoire prétend à tort absents en la cause;

Attendu qu'eu égard à la complexité du dossier et aux diligences qu'il nécessite l'instruction reste renfermée dans des délais raisonnables, au sens de la Convention européenne, par rapport aux dates auxquelles Mme Letellier a été placée en détention et s'y trouve maintenue; que la procédure n'a jamais été délaissée, ainsi que l'examen du dossier permet de le constater;

Attendu que par le grief du dépassement de délais raisonnables Mme Letellier vise aussi les délais apportés au jugement de sa demande de mise en liberté (...) et en déduit, par analogie avec les articles 194 et 574-1 du code de procédure pénale français, qu'ils auraient dû être compris entre 30 jours et 3 mois;

Mais attendu qu'aucune des dispositions dudit code expressément applicables au litige n'a été transgressée et que force est de constater que les délais écoulés entre la date de la demande et celle du présent arrêt ne sont que le résultat inévitable des voies de recours qui se sont succédé;

Attendu enfin que le maintien en détention demeure nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble causé par une complicité aussi déterminante, en l'état des charges criminelles, à l'homicide commis sur la personne de M. Merdy; que la mesure de ce trouble, porté au corps social tout entier, n'est pas seulement fonction des réactions des proches de la victime, contrairement à ce que soutient le mémoire (...)."

22. La requérante se pourvut en cassation. Elle invoquait notamment l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la convention : elle reprochait à la chambre d'accusation d'avoir "omis de rechercher si une détention de plus de vingt-deux mois, cependant que l'instruction [n'était] pas encore terminée, n'excédait pas le délai raisonnable". Elle alléguait en outre une violation de l'article 5 § 4 (art. 5-4) : le délai de quatre-vingt-trois jours entre l'arrêt de cassation du 23 décembre 1986 et l'arrêt de la juridiction de renvoi ne pouvait passer pour "bref".

La Cour de cassation rejeta le recours le 15 juin 1987, par les motifs suivants :

"(...)

Attendu que pour répondre aux conclusions de l'inculpée invoquant les dispositions de l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, selon elle, méconnues, les juges de renvoi retiennent que par rapport aux dates auxquelles Monique Letellier a été placée en détention provisoire et s'y trouve maintenue, les poursuites, eu égard à leur complexité et aux investigations qu'elles nécessitent, restent renfermées dans les délais raisonnables au sens de ladite convention; que force est de constater que les délais écoulés entre la date de sa demande de mise en liberté, adressée le 24 janvier 1986, et celle du présent arrêt ne sont que le résultat inévitable des voies de recours qui se sont succédé et que l'arrêt rapporte;

Attendu par ailleurs que pour rejeter cette demande de mise en liberté et ordonner le maintien de l'inculpée en détention provisoire, la chambre d'accusation, après avoir évoqué les présomptions pesant sur Monique Letellier, note que cette dernière nie toute complicité alors que les déclarations successives des deux principaux témoins sont en opposition avec la version de l'inculpée; que selon les juges, le maintien de l'inculpée en détention provisoire demeure nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble que cause une complicité à l'homicide commis sur la personne d'un époux;

Attendu qu'en l'état de ces énonciations, la Cour de cassation est en mesure de s'assurer que la chambre d'accusation, qui n'était pas saisie de conclusions invoquant les dispositions de l'article 5 § 4 (art. 5-4) de la convention précitée, et qui n'était pas tenue par les prescriptions de l'article 145-1 alinéa 3 du code de procédure pénale, inapplicables en matière criminelle, a, sans méconnaître les textes visés aux moyens, prononcé par une décision spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce, dans les conditions et pour les cas limitativement énumérés par les articles 144 et 145 du code de procédure pénale;

"(...)."

3. Les autres demandes de mise en liberté

23. Pendant l'instruction, la requérante forma six autres demandes de mise en liberté : les 14 février, 21 mars, 19 novembre et 15 décembre 1986, puis les 31 mars et 5 août 1987. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris les repoussa les 5 mars, 10 avril, 5 décembre et 23 décembre 1986 ainsi que les 10 avril et 24 août 1987. Elle se fonda sur les motifs suivants :

Arrêt du 5 mars 1986

"(...)

Il existe par conséquent dans ce dossier de multiples présomptions contre l'inculpée de s'être rendue coupable de complicité d'assassinat, ce qui constitue un acte criminel d'une exceptionnelle gravité ayant causé à l'ordre public un trouble très important qui ne saurait s'atténuer dans le court laps de temps de sept mois.

Les investigations se poursuivent, il convient d'empêcher toute manoeuvre de nature à nuire à la manifestation de la vérité.

D'autre part, en raison du niveau élevé de la peine légalement encourue, on est fondé à craindre qu'elle ne tente d'échapper aux poursuites dont elle est l'objet.

Aucune mesure de contrôle judiciaire n'étant opérante à ces divers égards.

En définitive, la détention provisoire reste l'unique moyen pour empêcher une pression sur les témoins.

Elle est nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction et pour garantir le maintien de l'inculpée à la disposition de la justice.

(...)."

Arrêts des 10 avril et 5 décembre 1986

Identiques au précédent - lui-même très semblable à celui du 22 janvier 1986 (paragraphe 13 ci-dessus) -, à ceci près que le sixième alinéa n'y figurait pas et que le premier se terminait au mot "complicité".

Arrêt du 23 décembre 1986

"(...)

Il existe, dans ces conditions, de sérieux indices de culpabilité à la charge de Mme Merdy qui ont d'ailleurs été relevés en dernier lieu par un arrêt de cette chambre d'accusation en date du 5 décembre 1986.

Les faits qui sont imputés à Mme Merdy ont gravement perturbé l'ordre public et ce trouble subsiste. On peut, par ailleurs, redouter que si elle était remise en liberté, elle ne tente, eu égard à la gravité de la peine encourue, de se soustraire aux poursuites criminelles dont elle est l'objet.

Les obligations d'un contrôle judiciaire seraient insuffisantes en l'espèce.

La détention provisoire de Mme Merdy est nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction et garantir son maintien à la disposition de la justice.

(...)."

Arrêt du 10 avril 1987

"(...)

Des indices sérieux pèsent sur Letellier Monique, compte tenu de la constance des déclarations de M. Moysan.

Aucun autre élément nouveau n'est porté ce jour à la connaissance de la Cour pour être de nature à modifier la situation pénitentiaire de Letellier Monique.

Le maintien en détention provisoire de celle-ci est toujours nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble grave causé par l'infraction et pour garantir sa représentation en justice.

Les obligations d'un contrôle judiciaire seraient à l'évidence insuffisantes pour atteindre ces objectifs.

(...)."

Arrêt du 24 août 1987

"(...)

En l'état actuel de la procédure, Monique Letellier fait l'objet d'une ordonnance de transmission des pièces à Monsieur le procureur Général en date du 8 juillet 1987 du juge d'instruction de Créteil, ce qui laisse augurer que le règlement est proche pour permettre à la juridiction compétente de statuer dans un délai raisonnable.

En conséquence, la détention provisoire est absolument nécessaire en raison du trouble particulièrement grave causé par l'infraction.

Il est à craindre que Monique Letellier ne tente de se soustraire aux poursuites, compte tenu du quantum de la peine encourue.

En conséquence, il est impératif que cette inculpée soit maintenue en détention pour garantir son maintien à la disposition de la juridiction de jugement.

Les garanties d'un contrôle judiciaire seraient à l'évidence insuffisantes pour atteindre tous ces objectifs.

(...)."

24. Dans les mémoires en défense qu'elle présenta lors des audiences des 23 décembre 1986, 3 mars 1987 et 10 avril 1987, Mme Letellier faisait état de contradictions dans l'instruction et les déclarations des témoins. Elle contestait de surcroît les arguments avancés pour justifier la prolongation de sa détention : selon elle, une fois libérée elle demeurerait à la disposition de la justice et l'ordre public

ne serait en rien menacé; elle se plierait scrupuleusement à une éventuelle mesure de contrôle judiciaire; elle offrirait de très solides garanties de reapparition et son maintien en détention ruinerait moralement et matériellement une famille entière dont elle restait l'unique chef. Elle réclamait le bénéfice de la présomption d'innocence, principe fondamental et intangible du droit français.

Dans son mémoire du 3 mars 1987, la requérante invoquait aussi l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la Convention. Elle notait que"(...) conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, le rapprochement entre, d'une part, les motifs indiqués dans la (et les) décision(s) relatives à la (et les) demande(s) de mise en liberté provisoire et, d'autre part, les faits non controuvés indiqués par [elle] dans ses recours, [lui] permet[tait] d'affirmer que lesdits motifs contenus tant dans l'arrêt (...) du 12 février 1986 que dans l'arrêt antérieur du 22 janvier 1986 et dans les arrêts postérieurs [n'étaient] ni pertinents ni suffisants". Elle ajoutait que les parties civiles, la mère et la soeur de la victime, n'avaient formulé aucune observation lors du dépôt de ses demandes d'élargissement de décembre 1985, janvier, février, mars, novembre et décembre 1986, tandis qu'elles avaient combattu avec vigueur celles de M. Moysan; elle reprit ce dernier argument dans son mémoire du 10 avril 1987.

25. L'affaire suivit son cours. Le 26 mai 1987, le juge d'instruction prononça une ordonnance de soit-communié. Le 1er juillet, le procureur de la République de Créteil déposa son réquisitoire définitif de transmission des pièces au parquet général de la cour d'appel, que le magistrat instructeur prescrivit le 8.

B. La procédure de jugement

26. Le 26 août 1987, la chambre d'accusation décida la mise en accusation de la requérante pour

"s'être, courant 1985, dans le Val-de-Marne, et depuis moins de dix ans, rendue complice de l'homicide volontaire avec préméditation commis le 6 juillet 1985 par Gérard Moysan sur la personne de Bernard Merdy, en ayant par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, provoqué à cette action ou donné des instructions pour la commettre".

27. Le 9 septembre 1987, le parquet de Créteil avertit le conseil de Mme Letellier que "l'affaire [était] susceptible de venir à l'audience, courant premier trimestre 1988". Par une lettre du 21 octobre 1987, l'avocat signala cependant qu'il se trouverait empêché du 1er février au 15 mars 1988, en raison de sa participation à un autre procès devant les assises de la Vienne.

28. Le 23 mars 1988, le procureur de la République avisa le conseil de l'accusée que l'affaire se jugerait les 9 et 10 mai 1988. A cette dernière date, la cour d'assises du Val-de-Marne condamna Mme Letellier à trois ans d'emprisonnement pour complicité d'assassinat. Elle infligea à M. Moysan quinze années de réclusion criminelle pour assassinat et acquitta M. Bredon.

La requérante ne se pourvut pas en cassation; elle recouvra la liberté le 17 mai 1988, la détention provisoire étant imputée de plein droit sur la peine (article 24 du code pénal).

II. La législation pertinente

29. Les dispositions du code de procédure pénale relatives à la détention provisoire et applicables à l'époque des faits de la cause sont les suivantes :

Article 144

"En matière correctionnelle, si la peine encourue est égale ou supérieure soit à un an d'emprisonnement en cas de délit flagrant, soit à deux ans d'emprisonnement dans les autres cas et si les obligations du contrôle judiciaire sont insuffisantes au regard des fonctions définies à l'article 137, la détention provisoire peut être ordonnée ou maintenue :

1° Lorsque la détention provisoire de l'inculpé est l'unique moyen de conserver les preuves ou les indices matériels ou d'empêcher soit une pression sur les témoins ou les victimes, soit une concertation frauduleuse entre inculpés et complices;

2° Lorsque cette détention est nécessaire pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction ou pour protéger l'inculpé, pour mettre fin à l'infraction ou prévenir son renouvellement ou pour garantir le maintien de l'inculpé à la disposition de la justice.

(...)"

(Une loi du 6 juillet 1989 a rendu l'article 144 expressément applicable en matière criminelle.)

Article 145

"En matière correctionnelle, le placement en détention provisoire est prescrit par une ordonnance qui peut être rendue en tout état de l'information et doit être spécialement motivée d'après les éléments de l'espèce par référence aux dispositions de l'article 144; cette ordonnance est notifiée verbalement à l'inculpé qui en reçoit copie intégrale contre émargement au dossier de la procédure.

En matière criminelle, il est prescrit par mandat, sans ordonnance préalable.

(...)

Le juge d'instruction statue en audience de cabinet, après un débat contradictoire au cours duquel il entend les réquisitions du ministère public, puis les observations de l'inculpé et, le cas échéant, celles de son conseil.

(...)"

Article 148

"En toute matière, la mise en liberté peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil, sous les obligations prévues à l'article précédent [à savoir : l'engagement de l'intéressé "de se représenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis et de tenir informé le magistrat instructeur de tous ses déplacements"].

Le juge d'instruction communique immédiatement le dossier au procureur de la République aux fins de réquisitions. Il avise en même temps, par tout moyen, la partie civile qui peut présenter des observations. (...)

Le juge d'instruction doit statuer, par ordonnance spécialement motivée dans les conditions prévues à l'article 145-1, au plus tard dans les cinq jours de la communication au procureur de la République.

(...)

La mise en liberté, lorsqu'elle est accordée, peut être assortie de mesures de contrôle judiciaire.

(...)."

Article 194

"(...)

Celle-ci [la chambre d'accusation] doit, en matière de détention provisoire, se prononcer dans les plus brefs délais et au plus tard dans les trente jours [quinze depuis le 1er octobre 1988] de l'appel prévu par l'article 186, faute de quoi l'inculpé est mis d'office en liberté, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées ou si des circonstances imprévisibles et insurmontables mettent obstacle au jugement de l'affaire dans le délai prévu au présent article."

Article 567-2

"La chambre criminelle saisie d'un pourvoi contre un arrêt de la chambre d'accusation rendu en matière de détention provisoire doit statuer dans les trois mois qui suivent la réception du dossier à la Cour de cassation, faute de quoi l'inculpé est mis d'office en liberté.

Le demandeur en cassation ou son avocat doit, à peine de déchéance, déposer son mémoire exposant les moyens de cassation dans le délai d'un mois à compter de la réception du dossier, sauf décision du président de la chambre criminelle prorogeant, à titre exceptionnel, le délai pour une durée de huit jours. Après l'expiration de ce délai, aucun moyen nouveau ne peut être soulevé par lui et il ne peut plus être déposé de mémoire.

(...)."

PROCEDURE DEVANT LA COMMISSION

30. Dans sa requête du 21 août 1986 à la Commission (n° 12369/86), Mme Letellier se plaignait que sa détention provisoire eût duré au-delà du "délai raisonnable" prévu à l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la Convention. Elle alléguait de surcroît que les diverses juridictions successivement saisies de sa demande de mise en liberté du 24 janvier 1986 n'avaient pas statué "à bref délai" comme le prescrivait l'article 5 § 4 (art. 5-4).

31. La Commission a retenu la requête le 13 mars 1989. Dans son rapport du 15 mars 1990 (article 31) (art. 31), elle conclut à la violation des paragraphes 3 (art. 5-3) (unanimité) et 4 (art. 5-4) (dix-sept voix contre une) de l'article 5. Le texte intégral de son avis et de l'opinion concordante dont il s'accompagne figure en annexe au présent arrêt*.

* Note du greffier : pour des raisons d'ordre pratique il n'y figurera que dans l'édition imprimée (volume 207 de la série A des publications de la Cour), mais chacun peut se le procurer auprès du greffe.

CONCLUSIONS PRESENTEES A LA COUR PAR LE GOUVERNEMENT

32. A l'audience, le Gouvernement a confirmé les conclusions de son mémoire. Il y invitait la Cour à "bien vouloir juger qu'il n'y a pas eu, en l'espèce, violation de l'article 5 §§ 3 et 4 (art. 5-3, art. 5-4) de la Convention".

EN DROIT

I. SUR LA VIOLATION ALLEGUEE DE L'ARTICLE 5 § 3 (art. 5-3)

33. D'après la requérante, la durée de sa détention provisoire a méconnu l'article 5 § 3 (art. 5-3), ainsi libellé :

"Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1 c) du présent article (art. 5-1-c), (...) a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience."

Le Gouvernement combat cette thèse. La Commission, elle, estime qu'à partir du 22 janvier 1986 (paragraphe 13 ci-dessus) la détention de Mme Letellier ne se fondait plus sur des motifs raisonnables.

A. Période à prendre en considération

34. La période à considérer a débuté le 8 juillet 1985, date du placement de la requérante sous mandat de dépôt, pour s'achever le 10 mai 1988 avec l'arrêt de la cour d'assises, sauf à en retrancher le laps de temps - du 24 décembre 1985 au 22 janvier 1986 - pendant lequel l'intéressée se trouva en liberté sous contrôle judiciaire (paragraphe 12 ci-dessus). Elle s'étend donc sur deux ans et neuf mois.

B. Caractère raisonnable de la durée de la détention

35. Il incombe en premier lieu aux autorités judiciaires nationales de veiller à ce que, dans un cas donné, la durée de la détention provisoire d'un accusé ne dépasse pas la limite du raisonnable. A cette fin, il leur faut examiner toutes les circonstances de nature à révéler ou écarter l'existence d'une véritable exigence d'intérêt public justifiant, eu égard à la présomption d'innocence, une exception à la règle du respect de la liberté individuelle et d'en rendre compte dans leurs décisions relatives aux demandes d'élargissement. C'est essentiellement sur la base des motifs figurant dans lesdites décisions, ainsi que des faits non controuvés indiqués par l'intéressé dans ses recours, que la Cour doit déterminer s'il y a eu ou non violation de l'article 5 § 3 (art. 5-3) de la Convention (voir notamment l'arrêt Neumeister du 27 juin 1968, série A n° 8, p. 37, §§ 4-5).

La persistance de raisons plausibles de soupçonner la personne arrêtée d'avoir accompli une infraction est une condition sine qua non de la régularité du maintien en détention (arrêt Stögmüller du 10 novembre 1969, série A n° 9, p. 40, § 4), mais au bout d'un certain temps elle ne suffit plus; la Cour doit alors établir si les autres motifs adoptés par les autorités judiciaires continuent à légitimer la privation

de liberté (ibidem ainsi que les arrêts Wemhoff du 27 juin 1968, série A n° 7, pp. 24-25, § 12, et Ringeisen du 16 juillet 1971, série A n° 13, p. 42, § 104). Quand ils se révèlent "pertinents" et "suffisants", elle recherche de surcroît si les autorités nationales compétentes ont apporté une "diligence particulière" à la poursuite de la procédure (arrêts Matznetter du 10 novembre 1969, série A n° 10, p. 34, § 12, et B. contre Autriche du 28 mars 1990, série A n° 175, p. 16, § 42).

36. Pour refuser de libérer Mme Letellier, les chambres d'accusation des cours d'appel de Paris et d'Amiens soulignèrent notamment qu'il fallait l'empêcher d'exercer des pressions sur les témoins, que l'on pouvait redouter un risque de fuite et que l'on y devait parer, qu'un contrôle judiciaire ne permettrait pas d'atteindre ces objectifs et qu'un élargissement perturberait gravement l'ordre public.

1. Le risque de pressions sur les témoins

37. Le Gouvernement rappelle que les charges retenues contre Mme Letellier résultaient pour l'essentiel des déclarations de MM. Moysan et Bredon (paragraphe 9 ci-dessus). Entendu par le juge d'instruction le 25 novembre 1985, ce dernier n'aurait pu, en raison de sa non-comparution, être confronté avec l'accusée le 17 décembre 1985. La nécessité d'éviter des pressions propres à entraîner un changement des dires des témoins lors des confrontations envisagées figurait parmi les motifs de l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris du 22 janvier 1986 (paragraphe 13 ci-dessus).

38. Selon la Commission, une telle crainte, si elle pouvait se concevoir au début de l'instruction, n'était plus déterminante après les multiples auditions de témoins. Au surplus, rien ne montrerait que la requérante ait usé de manoeuvres d'intimidation pendant sa période de liberté sous contrôle judiciaire (paragraphe 12-13 ci-dessus).

39. La Cour reconnaît qu'un risque réel de pressions sur les témoins peut avoir existé à l'origine, mais estime qu'il s'atténua et disparut même au fil du temps. De fait, au-delà du 5 décembre 1986 les juridictions n'invoquèrent plus pareil danger : seuls les arrêts de la chambre d'accusation de Paris des 22 janvier, 5 mars, 10 avril et 5 décembre 1986 (paragraphe 13 et 23 ci-dessus) considérèrent la détention provisoire comme l'unique moyen de le conjurer.

Après le 23 décembre 1986 en tout cas (paragraphe 23 ci-dessus), le maintien en détention ne se justifiait donc plus à ce titre.

2. Le risque de fuite

40. Les divers arrêts de la chambre d'accusation de Paris (paragraphe 13, 16, 18 et 23 ci-dessus) s'appuyaient sur la crainte de voir l'accusée se soustraire aux poursuites, en raison du "niveau élevé de la peine légalement encourue", et sur la nécessité de garantir son maintien à la disposition de la justice.

41. La Commission note que la requérante, durant les quatre semaines où elle se trouva en liberté (24 décembre 1985 - 22 janvier 1986), se conforma aux obligations du contrôle judiciaire et ne tenta pas de se dérober à la justice. Cela eût d'ailleurs été malaisé pour l'intéressée, mère d'enfants mineurs et exploitante d'un fonds de commerce représentant sa seule source de revenus. La présence d'un risque de fuite ne pouvant être retenue d'emblée, les décisions rendues pècheraient par insuffisance de motivation dans la mesure où elles ne mentionneraient aucune circonstance de nature à l'établir.

42. Le Gouvernement affirme qu'il y avait bel et bien danger de fuite. Il invoque la gravité de la peine encourue par Mme Letellier et des charges qui pesaient sur celle-ci. Il développe en outre d'autres considérations qui, elles, ne figuraient pas dans les décisions judiciaires litigieuses.

43. La Cour rappelle que pareil danger ne peut s'apprécier uniquement sur la base de la gravité de la peine encourue; il doit s'analyser en fonction d'un ensemble d'éléments supplémentaires pertinents propres soit à en confirmer l'existence, soit à le faire apparaître à ce point réduit qu'il ne peut justifier une détention provisoire (voir, mutatis mutandis, l'arrêt Neumeister précité, série A n° 8, p. 39, § 10). En l'occurrence, les arrêts des chambres d'accusation ne renferment pas de motifs pouvant expliquer pourquoi, nonobstant les arguments avancés par la requérante à l'appui de ses demandes d'élargissement, elles jugèrent déterminant le risque de fuite (paragraphe 14, 19 et 24 ci-dessus).

3. L'insuffisance d'un contrôle judiciaire

44. D'après la requérante, un contrôle judiciaire aurait permis d'atteindre les objectifs poursuivis. Au demeurant, elle l'avait subi sans difficultés durant près d'un mois, du 24 décembre 1985 au 22 janvier 1986 (paragraphe 12-13 ci-dessus), et avait déclaré l'accepter chaque fois qu'elle sollicita sa libération (paragraphe 14, 19 et 24 ci-dessus).

45. Le Gouvernement estime au contraire que des mesures de contrôle judiciaire n'auraient pas suffi pour pallier les conséquences et risques que comportaient les faits reprochés.

46. Quand une détention ne se prolonge qu'en raison de la crainte de voir l'accusé se soustraire par la fuite à sa comparution ultérieure devant ses juges, il échet d'élargir l'intéressé s'il peut fournir des garanties adéquates de représentation, par exemple le versement d'une caution (arrêt Wemhoff précité, série A n° 7, p. 25, § 15).

La Cour relève, avec la Commission, que les chambres d'accusation n'ont pas constaté qu'il n'en allait pas ainsi en l'espèce.

4. La préservation de l'ordre public

47. Les arrêts de la chambre d'accusation de Paris des 22 janvier, 5 mars et 23 décembre 1986 ainsi que des 10 avril et 24 août 1987 (paragraphe 13 et 23 ci-dessus), tout comme celui de la chambre d'accusation d'Amiens du 17 mars 1987 (paragraphe 21 ci-dessus), soulignaient la nécessité de préserver l'ordre public du trouble causé par l'assassinat de M. Merdy.

48. La requérante considère que le trouble à l'ordre public ne saurait résulter du simple accomplissement d'une infraction.

49. Selon la Commission, le danger de pareil trouble, entendu par elle comme trouble de l'opinion publique devant la libération d'un suspect, ne peut découler uniquement de la gravité d'un crime ou des charges pesant sur l'intéressé. Pour en apprécier l'existence il y

aurait lieu de se fonder sur d'autres éléments, comme l'attitude et la conduite que l'accusé pourrait adopter une fois libéré; les juridictions françaises ne l'auraient pas fait en l'occurrence.

50. Pour le Gouvernement au contraire, le trouble à l'ordre public naît de l'infraction elle-même et des circonstances dans lesquelles elle a été perpétrée. Constitutif d'une atteinte irrémédiable à la personne humaine, tout crime d'homicide perturberait grandement l'ordre public d'une société soucieuse de garantir les droits de l'homme, dont le respect de la vie humaine représente une valeur essentielle comme en témoigne l'article 2 (art. 2) de la Convention. Le trouble ainsi créé serait encore plus profond et durable dans le cas d'un homicide prémédité et organisé. Or des indices sérieux et concordants donnaient à penser que Mme Letellier avait conçu le projet d'assassiner son mari et chargé des tiers de l'exécuter moyennant rémunération.

51. La Cour admet que par leur gravité particulière et par la réaction du public à leur accomplissement, certaines infractions peuvent susciter un trouble social de nature à justifier une détention provisoire, au moins pendant un temps. Dans des circonstances exceptionnelles, cet élément peut donc entrer en ligne de compte au regard de la Convention, en tout cas dans la mesure où le droit interne reconnaît - tel l'article 144 du code de procédure pénale - la notion de trouble à l'ordre public provoqué par une infraction.

Cependant, on ne saurait l'estimer pertinent et suffisant que s'il repose sur des faits de nature à montrer que l'élargissement du détenu troublerait réellement l'ordre public. En outre, la détention ne demeure légitime que si l'ordre public reste effectivement menacé; sa continuation ne saurait servir à anticiper sur une peine privative de liberté.

Or en l'espèce ces conditions ne se trouvaient pas remplies. Les chambres d'accusation examinèrent de manière purement abstraite la nécessité de prolonger la privation de liberté, se bornant à considérer la gravité de l'infraction. La requérante avait pourtant souligné, dans ses mémoires du 16 janvier 1986 puis des 3 mars et 10 avril 1987, que la mère et la soeur de la victime n'avaient formulé aucune observation au moment où elle déposa ses demandes d'élargissement, tandis qu'elles avaient combattu avec vigueur celles de M. Moysan (paragraphe 14 et 24 in fine ci-dessus); les juridictions françaises ne l'ont point contesté.

5. Conclusion

52. La Cour arrive ainsi à la conclusion qu'au moins à partir du 23 décembre 1986 (paragraphe 39 ci-dessus), la détention litigieuse a cessé de se fonder sur des motifs pertinents et suffisants.

La décision d'élargissement du 24 décembre 1985 émanait du magistrat le mieux à même de connaître le dossier et d'apprécier la situation et la personnalité de Mme Letellier; partant, les chambres d'accusation auraient dû, dans leurs arrêts ultérieurs, indiquer de manière plus précise et individualisée, pour ne pas dire moins stéréotypée, pourquoi elles jugeaient nécessaire la poursuite de la détention provisoire.

53. En conséquence, il y a eu violation de l'article 5 § 3 (art. 5-3).

II. SUR LA VIOLATION ALLEGUEE DE L'ARTICLE 5 § 4 (art. 5-4)

54. La requérante allègue aussi un manquement aux exigences de l'article 5 § 4 (art. 5-4), aux termes duquel :

"Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale."

D'après elle, la décision finale relative à sa demande de mise en liberté du 24 janvier 1986, à savoir l'arrêt du 15 juin 1987 rejetant son pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Amiens du 17 mars 1987 (paragraphe 16, 21 et 22 ci-dessus), n'a pas été rendue à "bref délai". La Commission marque son accord.

55. Le Gouvernement combat cette thèse. La longueur du laps de temps incriminé s'expliquerait par la multiplicité des recours exercés par Mme Letellier elle-même sur des questions de procédure: en treize mois et trois semaines intervinrent trois arrêts de la chambre d'accusation et deux de la Cour de cassation; les délais dans lesquels ils furent prononcés n'auraient rien d'excessif et ne prêteraient pas à critique, car ils résulteraient en réalité de l'utilisation systématique de ressources offertes par le droit français.

56. La durée globale de l'examen de la deuxième demande d'élargissement, notamment devant les chambres d'accusation appelées à statuer après cassation, inspire des doutes à la Cour. Il échet toutefois de considérer que la requérante conservait le droit d'en présenter de nouvelles à tout moment. Du 14 février 1986 au 5 août 1987, elle en introduisit effectivement six autres, qui toutes furent traitées dans des délais allant de huit à vingt jours (paragraphe 23 ci-dessus).

57. Il n'y a donc pas eu violation de l'article 5 § 4 (art. 5-4).

III. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 50 (art. 50)

58. Aux termes de l'article 50 (art. 50),

"Si la décision de la Cour déclare qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité d'une Partie Contractante se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec des obligations découlant de la (...) Convention, et si le droit interne de ladite Partie ne permet qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la décision de la Cour accorde, s'il y a lieu, à la partie lésée une satisfaction équitable."

En vertu de ce texte, la requérante réclame la réparation de dommages et le remboursement de frais.

A. Dommage

59. Mme Letellier revendique d'abord 10 000 f. pour tort moral et 435 000 f. pour préjudice matériel; ce dernier montant représenterait la moitié du chiffre d'affaires que son café-restaurant aurait pu réaliser entre l'arrestation et le verdict de la cour d'assises.

60. Le Gouvernement n'aperçoit aucun lien de causalité entre les manquements allégués et le dommage matériel découlant pour la requérante de sa privation de liberté, que de toute manière elle aurait dû subir une fois condamnée. D'autre part, il estime que le constat d'une violation fournirait une réparation suffisante pour le tort moral.

61. Le délégué de la Commission, lui, se déclare en faveur de l'octroi d'une indemnité pour préjudice moral et éventuellement matériel, mais n'avance pas de chiffre.

62. La Cour rejette la demande relative à un dommage matériel, car la détention provisoire a été imputée en entier sur la peine. Quant au tort moral, elle le juge suffisamment compensé par le présent arrêt.

B. Frais et dépens

63. Pour les frais et dépens afférents aux instances suivies devant les organes de la Convention, Mme Letellier entend percevoir 21 433 f.

64. Le Gouvernement ne se prononce pas sur ce point. Quant au délégué de la Commission, il laisse à la Cour le soin d'apprécier l'ampleur du remboursement.

65. Le montant réclamé correspondant aux critères qui ressortent de sa jurisprudence, la Cour estime équitable d'accueillir en entier les prétentions de l'intéressée.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, A L'UNANIMITE,

1. Dit qu'il y a eu violation de l'article 5 § 3 (art. 5-3);
2. Dit qu'il n'y a pas eu violation de l'article 5 § 4 (art. 5-4);
3. Dit que l'Etat défendeur doit verser à la requérante, pour frais et dépens, 21 433 (vingt et un mille quatre cent trente-trois) francs français;
4. Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français et en anglais, puis prononcé en audience publique au Palais des Droits de l'Homme, à Strasbourg, le 26 juin 1991.

Signé: Rolv RYSSDAL Président

Signé: Marc-André EISSEN Greffier

VERSION OFICIAL EN INGLÉS

SENTENCIA

In the Letellier case*,

The European Court of Human Rights, sitting, in accordance with Article 43 (art. 43) of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms ("the Convention")** and the relevant provisions of the Rules of Court***, as a Chamber composed of the following judges:

Mr R. Ryssdal, President, Mr Thór Vilhjálmsson, Mr F. Matscher, Mr L.-E. Pettiti, Mr R. Macdonald, Mr R. Bernhardt, Mr A. Spielmann, Mr J. De Meyer, Mr S.K. Martens,

and also of Mr M.-A. Eissen, Registrar, and Mr H. Petzold, Deputy Registrar,

Having deliberated in private on 26 January and 24 May 1991,

Delivers the following judgment, which was adopted on the last-mentioned date:

Notes by the Registrar

* The case is numbered 29/1990/220/282. The first number is the case's position on the list of cases referred to the Court in the relevant year (second number). The last two numbers indicate the case's position on the list of cases referred to the Court since its creation and on the list of the corresponding originating applications to the Commission.

** As amended by Article 11 of Protocol No. 8 (P8-11), which came into force on 1 January 1990.

*** The amendments to the Rules of Court which came into force on 1 April 1989 are applicable to this case.

PROCEDURE

1. The case was referred to the Court by the European Commission of Human Rights ("the Commission") on 21 May 1990, within the three-month period laid down by Article 32 § 1 and Article 47 (art. 32-1, art. 47) of the Convention. It originated in an application (no. 12369/86) against the French Republic lodged with the Commission under Article 25 (art. 25) by a French national, Mrs Monique Letellier, on 21 August 1986.

The Commission's request referred to Articles 44 and 48 (art. 44, art. 48) and to the declaration whereby France recognised the compulsory jurisdiction of the Court (Article 46) (art. 46). The object of the request was to obtain a decision from the Court as to whether the facts of the case disclosed a breach by the respondent State of its obligations under Article 5 §§ 3 and 4 (art. 5-3, art. 5-4) as regards the requirements of reasonable time and speediness.

2. In response to the enquiry made in accordance with Rule 33 § 3 (d) of the Rules of Court, the applicant stated that she wished to take part in the proceedings and designated the lawyer who would represent her (Rule 30).

3. The Chamber to be constituted included ex officio Mr L.-E. Pettiti, the elected judge of French nationality (Article 43 of the Convention) (art. 43), and Mr R. Ryssdal, the President of the Court (Rule 21 § 3 (b)). On 24 May 1990, in the presence of the Registrar, the President drew by lot the names of the other seven members, namely Mr Thór Vilhjálmsson, Mr F. Matscher, Mr J. Pinheiro Farinha, Mr R. Bernhardt, Mr A. Spielmann, Mr J. De Meyer and Mr S.K. Martens (Article 43 in fine of the Convention and Rule 21 § 4) (art. 43). Subsequently Mr R. Macdonald, substitute judge, replaced Mr Pinheiro Farinha, who was unable to take part in the further consideration of the case (Rules 22 § 1 and 24 § 1).

4. Mr Ryssdal assumed the office of President of the Chamber (Rule 21 § 5) and, through the Registrar, consulted the Agent of the French Government ("the Government"), the Delegate of the Commission and the applicant's representative on the need for a written procedure (Rule 37 § 1). In accordance with the order made in consequence, the Registrar received the applicant's claims under Article 50 (art. 50) of the Convention on 28 June 1990 and the Government's memorial on 19 October. By a letter of 9 November the Deputy Secretary to the Commission informed the Registrar that the Delegate would submit his observations at the hearing.

5. Having consulted, through the Registrar, those who would be appearing before the Court, the President directed on 16 November 1990 that the oral proceedings should open on 23 January 1991 (Rule 38).

6. The hearing took place in public in the Human Rights Building, Strasbourg, on the appointed day. The Court had held a preparatory meeting beforehand.

There appeared before the Court:

(a) for the Government

Mrs E. Belliard, Deputy Director of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Agent, Mr B. Gain, Assistant Director of Human Rights, Legal Affairs Directorate, Ministry of Foreign Affairs, Miss M. Picard, magistrat, seconded to the Legal Affairs Directorate, Ministry of Foreign Affairs, Mrs M. Ingall-Montagnier, magistrat, seconded to the Criminal Affairs and Pardons Directorate, Ministry of Justice, Counsel;

(b) for the Commission

Mr A. Weitzel, Delegate;

(c) for the applicant

Ms D. Labadie, avocat, Counsel.

7. The Court heard addresses by Mrs Belliard for the Government, by Mr Weitzel for the Commission and by Ms Labadie for the applicant, as well as their answers to its questions. On the occasion of the hearing the representatives of the Government and of the applicant produced various documents.

AS TO THE FACTS

I. The particular circumstances of the case

8. Mrs Monique Merdy, née Letellier, a French national residing at La Varenne Saint-Hilaire (Val-de-Marne), took over a bar-restaurant in March 1985. The mother of eight children from two marriages, she was separated from her second husband, Mr Merdy, a petrol pump attendant, and at the material time was living with a third man.

9. On 6 July 1985 Mr Merdy was killed by a shot fired from a car. A witness had taken down the registration number of the vehicle and on the same day the police detained Mr Gérard Moysan, who was found to be in possession of a pump-action shotgun. He admitted that he had fired the shot, but stated that he had acted on the applicant's instructions. He claimed that she had agreed to pay him, and one of his friends, Mr Michel Bredon - who also accused the applicant -, the sum of 40,000 French francs for killing her husband and that she had advanced him 2,000 francs for the purchase of the weapon.

Mrs Letellier denied these accusations although she admitted having seen the murder weapon, having declared in public that she wished to get rid of her husband and having given her agreement "without thinking too much about it" to Mr Moysan who had proposed to carry out the deed. She maintained, moreover, that she had given 2,000 francs to Mr Moysan, whom she described as "a poor kid", so that he could buy a motor car.

10. On 8 July 1985, in the course of the first examination, the investigating judge of the tribunal de grande instance (Regional Court) of Créteil charged the applicant with being an accessory to murder and remanded her in custody.

A. The investigation proceedings

1. The first application for release of 20 December 1985

11. On 20 December 1985 the applicant sought her release arguing that there was no serious evidence of her guilt. She claimed in addition that she possessed all the necessary guarantees that she would appear for trial: her home, the business, which she ran single-handed, and her eight children, some of whom were still dependent on her.

12. On 24 December 1985 the investigating judge ordered her release subject to court supervision; she gave the following grounds for her decision:

"... at this stage of the proceedings detention is no longer necessary for the process of establishing the truth;... although the accused provides guarantees that she will appear for trial which are sufficient to warrant her release, court supervision would seem appropriate."

He ordered the applicant not to go outside certain territorial limits without prior authorisation, to report to him once a week on a fixed day and at a fixed time, to appear before him when summoned, to comply with restrictions concerning her business activities and to refrain from receiving visits from or meeting four named persons and from entering into contact with them in any way whatsoever.

Thereupon the guardianship judge (juge des tutelles) returned custody of her four minor children to Mrs Letellier.

13. On appeal by the Créteil public prosecutor, the indictments division (chambre d'accusation) of the Paris Court of Appeal set aside the order on 22 January 1986, declaring that it would thereafter exercise sole jurisdiction on questions concerning the detention. It noted in particular as follows:

"...

The file contains... considerable evidence suggesting that the accused was an accessory to murder, which is an exceptionally serious criminal offence having caused a major disturbance to public order, the gravity of which cannot diminish in the short lapse of time of six months.

The investigations are continuing and it is necessary to prevent any manoeuvre capable of impeding the establishment of the truth.

In addition, in view of the severity of the sentence to which she is liable at law, there are grounds for fearing that she may seek to evade the prosecution brought against her.

No measure of court supervision would be effective in these various respects.

Ultimately detention on remand remains the sole means of preventing pressure being brought to bear on the witnesses.

It is necessary in order to protect public order from the disturbance caused by the offence and to ensure that the accused remains at the disposal of the judicial authorities.

...."

As a result, the applicant, who had been released on 24 December 1985, returned to prison on 22 January 1986.

14. At the hearing on 16 January 1986 Mrs Letellier had filed a defence memorial. In it she stressed that she had waited until the main phase of the investigation had been concluded before lodging her application for release; thus all the witnesses had been heard by the police or by the investigating judge, two series of confrontations with Mr Moysan had taken place and all the commissions rogatoires had been executed. She noted in addition that Article 144 et seq. of the Code of Criminal Procedure in no way regarded the gravity of the alleged offences as one of the conditions for placing and keeping an accused in pre-trial detention and that the parties seeking damages (parties civiles) had not filed any observations on learning of her release. She urged the indictments division to confirm the order of 24 December 1985 releasing her subject to court supervision and stated that she had no intention whatsoever of evading the prosecution, that she would comply scrupulously with the court supervision, that she could provide firm guarantees that she would appear in court and that further imprisonment would destroy, both financially and emotionally, a whole family, whose sole head she remained.

15. Mrs Letellier filed an appeal which the Criminal Division of the Court of Cassation dismissed on 21 April 1986 on the following grounds:

"...

In setting aside the order for the release subject to court supervision of Monique Merdy, née Letellier, accused of being an accessory to the murder of her husband, the indictments division, after having set out the facts and noted the existence of divergences between her statements and the various testimonies obtained, observed that the offence had caused a disturbance to public order which had not yet diminished, that, as the investigation was continuing, it was important to prevent any manoeuvre likely to impede the establishment of the truth and bring pressure to bear on the witnesses, and that the severity of the sentence to which the accused was liable at law raised doubts as to whether she would appear for trial if she were released; the indictments division considered that no measure of court supervision could be effective in these various respects;

That being so the Court of Cassation is able to satisfy itself that the indictments division ordered the continued detention of Monique Merdy, née Letellier, by a decision stating specific grounds with reference to the particular circumstances and for cases provided for in Articles 144 and 145 of the Code of Criminal Procedure;

...."

2. The second application for release of 24 January 1986

16. On 24 January 1986 the applicant again requested her release; the indictments division of the Paris Court of Appeal dismissed her application by a decision of 12 February 1986, similar to its earlier decision (see paragraph 13 above).

17. On an appeal by Mrs Letellier, the Court of Cassation set aside this decision on 13 May 1986 on the ground that the rights of the defence had been infringed as neither the applicant nor her counsel had been notified of the date of the hearing fixed for the examination of the application. It remitted the case to the indictments division of the Paris Court of Appeal, composed differently.

18. The latter indictments division dismissed the application on 17 September 1986. It considered that there were "in the light of the evidence..., serious grounds for suspecting that the accused had been an accessory to murder". It took the view that "under these circumstances..., the accused's detention [was] necessary, having regard to the seriousness of the offence... and the length of the sentence [which she risked], in order to ensure that she remain[ed] at the disposal of the judicial authorities and to maintain public order".

It also dismissed the complaints based on a violation of Article 5 §§ 3 and 4 (art. 5-3, art. 5-4) of the Convention, stressing that these complaints were not based on any provision of the Code of Criminal Procedure and that it had taken its decision with due dispatch in accordance with that code.

19. At the hearing on 16 September 1986, Mrs Letellier had submitted a defence memorial. In it she requested the indictments division to order her release "because her application for release had not been heard within a reasonable time" within the meaning of Article 5 § 3 (art. 5-3) of the Convention and to take formal note that she did not object to being placed under court supervision.

20. On an appeal by Mrs Letellier, the Court of Cassation overturned this decision on 23 December 1986. It found that the Court of Appeal had not answered the submissions concerning the failure to respect the "reasonable time" referred to in Article 5 § 3 (art. 5-3).

21. On 17 March 1987 the indictments division of the Amiens Court of Appeal dismissed the application, which had been remitted to it, on the following grounds:

"...

... the charges are indeed based on sufficient, relevant and objective evidence despite the accused's claim to the contrary;

Having regard to the complexity of the case and to the investigative measures which it necessitates, the time taken to conduct the investigation remains reasonable for the purposes of the European Convention, with reference to the dates on which Mrs Letellier was placed in detention and had her detention extended; the proceedings have never been neglected, as examination of the file shows;

Mrs Letellier's complaint that a reasonable time has been exceeded is also directed against the time taken to hear her application for release... and she infers therefrom, by analogy with Articles 194 and 574-1 of the French Code of Criminal Procedure, that such a decision should have been taken within a period of between thirty days and three months;

However, none of the provisions of that code which are expressly applicable to the present dispute has been infringed and it must be recognised that the period of time which elapsed between the date of the application and that of the present judgment is only the inevitable result of the various appeals filed;

Finally the applicant's continued detention on remand remains necessary to preserve public order from the disturbance caused by such a - according to the present state of the investigation - decisive act of incitement to the murder of Mr Merdy; the extent of such disturbance, to the whole community, is not determined only on the basis of the reactions of the victim's entourage, contrary to what the defence claims...."

22. The applicant filed an appeal on points of law. She relied inter alia on Article 5 § 3 (art. 5-3) of the Convention, claiming that the indictments division had "failed to consider whether detention lasting more than twenty-two months, when the investigation [was] not yet concluded, exceeded a reasonable time". She also alleged violation of Article 5 § 4 (art. 5-4) inasmuch as the eighty-three days which had elapsed between the judgment of the Court of Cassation on 23 December 1986 and the judgment of the court to which the application was remitted could not be regarded as satisfying the requirement of speediness.

The Court of Cassation dismissed the appeal on 15 June 1987 on the following grounds:

"...

In order to reply to the accused's submissions based on the provisions of Article 5 § 3 (art. 5-3) of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, which she had claimed had been infringed, the court to which the application was remitted found that, in relation to the dates on which Monique Letellier had been placed in detention on remand and had her detention extended, having regard to the complexity of the case and the necessary investigative measures, the proceedings had been conducted within a reasonable time within the meaning of the above-mentioned Convention; it found that the time which had elapsed between the date of her application for release of 24 January 1986 and that of the present judgment was only the inevitable result of the various appeals filed, cited in the judgment;

Moreover, in dismissing this application for release and ordering the accused's continued detention on remand, the indictments division, after having referred to the grounds for suspicion against Monique Letellier, noted that the latter denied having been an accessory in any way although the declarations in turn of the two main witnesses conflict with the accused's version. According to the indictments division, it remains necessary to keep the accused in detention on remand in order to protect public order from the disturbance to which incitement to the murder of a husband gives rise;

In the light of the foregoing statements, the Court of Cassation is able to satisfy itself that the indictments division, before which no submissions based on the provisions of Article 5 § 4 (art. 5-4) of the European Convention were raised and which was not bound by the requirements of Article 145-1, sub-paragraph 3, of the Code of Criminal Procedure, which do not apply in proceedings concerning more serious criminal offences (*matière criminelle*), did, without infringing the provisions referred to in the defence submissions, give its ruling stating specific grounds with reference to the particular circumstances of the case, under the conditions and for the cases exhaustively listed in Articles 144 and 145 of the Code of Criminal Procedure;

...."

3. The other applications for release

23. During the investigation, the applicant submitted six other applications for release: on 14 February, 21 March, 19 November and 15 December 1986 and then on 31 March and 5 August 1987. The indictments division of the Paris Court of Appeal dismissed them on 5 March, 10 April, 5 December and 23 December 1986 and on 10 April and 24 August 1987 respectively. It based its decisions on the following grounds:

Judgment of 5 March 1986

"...

The file thus contains considerable evidence suggesting that the accused was an accessory to murder, which is an exceptionally serious criminal offence having caused a major disturbance to public order, the gravity of which cannot diminish in the short lapse of time of seven months.

The investigations are continuing and it is necessary to prevent any manoeuvre capable of impeding the establishment of the truth.

In addition, in view of the severity of the sentence to which she is liable at law, there are grounds for fearing that she may seek to evade the prosecution brought against her.

No measure of court supervision would be effective in these various respects.

Ultimately, detention on remand remains the sole means of preventing pressure being brought to bear on the witnesses.

It is necessary to protect public order from the disturbance caused by the offence and to ensure that the accused remains at the disposal of the judicial authorities.

...."

Judgments of 10 April and 5 December 1986

Identical to the preceding decision - itself very similar to that of 22 January 1986 (see paragraph 13 above) - except that the sixth paragraph was not included and that the first paragraph ended at the word "accessory".

Judgment of 23 December 1986

"...

In these circumstances there are strong indications of Mrs Merdy's guilt, indications which were moreover noted most recently by a judgment of this indictments division dated 5 December 1986.

The acts which Mrs Merdy is alleged to have carried out seriously disturbed public order and this disturbance persists. In addition there is a risk that, if she were to be freed, she would, in view of the severity of the sentence to which she is liable, seek to evade the criminal proceedings brought against her.

The constraints of court supervision would be inadequate in this instance.

The detention on remand of Mrs Merdy is necessary to preserve public order from the disturbance caused by the offence and to ensure that she remains at the disposal of the judicial authorities.

...."

Judgment of 10 April 1987

"...

There are strong indications of Monique Letellier's guilt, having regard to the consistency of Mr Moysan's statements.

No new item of evidence has as yet been brought to the court's attention such as would be capable of altering the situation as regards Monique Letellier's incarceration.

The continuation of her detention on remand remains necessary to preserve public order from the serious disturbance caused by the offence and to ensure that she will appear for trial.

The constraints of court supervision would clearly be inadequate to attain these objectives.

...."

Judgment of 24 August 1987

"...

In the present state of the proceedings, Monique Letellier is the subject of an order for the forwarding of documents to the principal public prosecutor dated 8 July 1987 made by the Créteil investigating judge, which gives grounds for supposing that the investigation is close to conclusion so that the competent court will be able to give judgment within a reasonable time.

In consequence the detention on remand is absolutely necessary on account of the particularly serious disturbance caused by the offence.

It is to be feared that Mrs Letellier will seek to evade trial, having regard to the severity of the sentence which she risks.

It is consequently essential that the accused remains in detention in order to ensure that she is at the disposal of the trial court.

The guarantees of court supervision would clearly be inadequate to attain these objectives.

...."

24. In the defence memorials which she submitted at the hearings on 23 December 1986, 3 March 1987 and 10 April 1987, Mrs Letellier stressed the contradictions in the investigation and the statements of the witnesses. Moreover, she contested the arguments put forward to justify the extension of her detention. She maintained that, once released, she would remain at the disposal of the judicial authorities and that public order would in no way be threatened; she would comply scrupulously with any court supervision; she would provide very firm guarantees for her appearance in court and her continued detention would destroy emotionally and financially a whole family, whose sole head she remained. She claimed the benefit of the presumption of innocence, a fundamental and inviolable principle of French law.

In her memorial of 3 March 1987, the applicant also invoked Article 5 § 3 (art. 5-3) of the Convention. She noted that "... in accordance with the case-law of the European Court of Human Rights, the grounds given in the decision(s) concerning the application(s) for release, on the one hand, taken together with the true facts indicated by [her] in her applications, on the other, [made] it possible [for her] to affirm that those grounds contained both in the judgment... of 12 February 1986 and in the preceding judgment of 22 January 1986 and in the subsequent judgments [were] neither relevant nor sufficient". She added that the parties seeking damages, the victim's mother and sister, had not formulated any observations when she had filed her applications for release of December 1985, January, February,

March, November and December 1986, whereas they had energetically opposed those of Mr Moysan; she reiterated this last argument in her memorial of 10 April 1987.

25. The case followed its course. On 26 May 1987 the investigating judge made an order terminating the investigation and transmitting the papers to the public prosecutor's office. On 1 July the Créteil public prosecutor lodged his final submissions calling for the file to be transmitted to the principal public prosecutor's office of the Court of Appeal. This was ordered by the investigating judge on 8 July.

B. The trial proceedings

26. On 26 August 1987 the indictments division committed the applicant for trial on a charge of

"having, in the course of 1985 in Val-de-Marne, being less than ten years ago, been an accessory to the premeditated murder of Bernard Merdy committed on 6 July 1985 by Gérard Moysan, inasmuch as she had by gifts, promises, threats, misuse of authority or power, incited the commission of this deed or given instructions for its commission".

27. On 9 September 1987 the Créteil public prosecutor's office advised Mrs Letellier's counsel that "the case [was] liable to be heard during the first quarter of 1988". By a letter of 21 October 1987, however, the lawyer in question gave notice that he would be unavailable from 1 February to 15 March 1988 on account of his participation in another trial before the Assize Court of the Vienne département.

28. On 23 March 1988 the public prosecutor informed the accused's lawyer that the case would be heard on 9 and 10 May 1988. On 10 May 1988 the Val-de-Marne Assize Court sentenced Mrs Letellier to three years' imprisonment for being an accessory to murder. It sentenced Mr Moysan to fifteen years' imprisonment for murder and acquitted Mr Bredon.

The applicant did not file an appeal on points of law; she was released on 17 May 1988, the pre-trial detention being automatically deducted from the sentence (Article 24 of the Criminal Code).

II. The relevant legislation

29. The provisions of the Code of Criminal Procedure concerning detention on remand, as applicable at the material time, are as follows:

Article 144

"In cases involving less serious criminal offences (matière correctionnelle), if the sentence risked is equal to or exceeds one year's imprisonment in cases of flagrante delicto, or two years' imprisonment in other cases, and if the constraints of court supervision are inadequate in regard to the functions set out in Article 137, the detention on remand may be ordered or continued:

1° where the detention on remand of the accused is the sole means of preserving evidence or material clues or of preventing either pressure being brought to bear on the witnesses or the victims, or collusion between the accused and accomplices;

2° where this detention is necessary to preserve public order from the disturbance caused by the offence or to protect the accused, to put an end to the offence or to prevent its repetition or to ensure that the accused remains at the disposal of the judicial authorities.

...."

(An Act of 6 July 1989 expressly provided that Article 144 was to be applicable to more serious criminal cases (matière criminelle).)

Article 145

"In cases involving less serious criminal offences, an accused shall be placed in detention on remand by virtue of an order which may be made at any stage of the investigation and which must give specific reasons with reference to the particular circumstances of the case in relation to the provisions of Article 144; this order shall be notified orally to the accused who shall receive a full copy of it; receipt thereof shall be acknowledged by the accused's signature in the file of the proceedings.

As regards more serious criminal offences, detention is prescribed by warrant, without a prior order.

...

The investigating judge shall give his decision in chambers, after an adversarial hearing in the course of which he shall hear the submissions of the public prosecutor, then the observations of the accused and, if appropriate, of his counsel.

...."

Article 148

"Whatever the classification of the offence, the accused or his lawyer may lodge at any time with the investigating judge an application for release, subject to the obligations laid down in the preceding Article [namely: the undertaking of the person concerned "to appear whenever his presence is required at the different stages of the procedure and to keep the investigating judge informed as to all his movements"].

The investigating judge shall communicate the file immediately to the public prosecutor for his submissions. He shall at the same time, by whatever means, inform the party seeking damages who may submit observations....

The investigating judge shall rule, by an order giving specific grounds under the conditions laid down in Article 145-1, not later than five days following the communication to the public prosecutor.

...

Where an order is made releasing the accused, it may be accompanied by an order placing him under court supervision.

...."

Article 194

"...

[The indictments division] shall, when dealing with the question of detention, give its decision as speedily as possible and not later than thirty days [fifteen since 1 October 1988] after the appeal provided for in Article 186, failing which the accused shall automatically be released, except where verifications concerning his application have been ordered or where unforeseeable and insurmountable circumstances prevent the matter from being decided within the time-limit laid down in the present Article."

Article 567-2

"The criminal division hearing an appeal on a point of law against a judgment of the indictments division concerning detention on remand shall rule within three months of the file's reception at the Court of Cassation, failing which the accused shall automatically be released.

The appellant or his lawyer shall, on pain of having his application dismissed, file his memorial setting out the appeal submissions within one month of the file's reception, save where exceptionally the president of the criminal division has decided to extend the time-limit for a period of eight days. After the expiry of this time-limit, no new submission may be raised by him and memorials may no longer be filed.

...."

PROCEEDINGS BEFORE THE COMMISSION

30. In her application of 21 August 1986 to the Commission (no.12369/86) Mrs Letellier complained that her detention on remand had exceeded the "reasonable time" provided for in Article 5 § 3 (art. 5-3) of the Convention. She alleged furthermore that the various courts which had in turn examined her application for release of 24 January 1986 had not ruled "speedily" as is required under Article 5 § 4 (art. 5-4).

31. The Commission declared the application admissible on 13 March 1989. In its report of 15 March 1990 (Article 31) (art. 31), it expressed the opinion that there had been a violation of paragraph 3 (unanimously) and paragraph 4 (seventeen votes to one) of Article 5 (art. 5-3, art. 5-4). The full text of the Commission's opinion and the dissenting opinion accompanying the report is reproduced as an annex to this judgment*.

* Note by the Registrar: for practical reasons this annex will appear only with the printed version of the judgment (volume 207 of Series A of the Publications of the Court), but a copy of the Commission's report is obtainable from the registry.

FINAL SUBMISSIONS TO THE COURT BY THE GOVERNMENT

32. At the hearing the Government confirmed the submission put forward in their memorial, in which they asked the Court to "hold that there [had] not been in this instance a violation of Article 5 §§ 3 and 4 (art. 5-3, art. 5-4) of the Convention".

AS TO THE LAW

I. ALLEGED VIOLATION OF ARTICLE 5 § 3 (art. 5-3)

33. The applicant claimed that the length of her detention on remand had violated Article 5 § 3 (art. 5-3), which is worded as follows:

"Everyone arrested or detained in accordance with the provisions of paragraph 1 (c) of this Article (art. 5-1-c),... shall be entitled to trial within a reasonable time or to release pending trial. Release may be conditioned by guarantees to appear for trial."

The Government contested this view. The Commission considered that after 22 January 1986 (see paragraph 13 above) the grounds for Mrs Letellier's detention had no longer been reasonable.

A. Period to be taken into consideration

34. The period to be taken into consideration began on 8 July 1985, the date on which the applicant was remanded in custody, and ended on 10 May 1988, with the judgment of the Assize Court, less the period, from 24 December 1985 to 22 January 1986, during which she was released subject to court supervision (see paragraph 12 above). It therefore lasted two years and nine months.

B. Reasonableness of the length of detention

35. It falls in the first place to the national judicial authorities to ensure that, in a given case, the pre-trial detention of an accused person does not exceed a reasonable time. To this end they must examine all the facts arguing for or against the existence of a genuine requirement of public interest justifying, with due regard to the principle of the presumption of innocence, a departure from the rule of respect for individual liberty and set them out in their decisions on the applications for release. It is essentially on the basis of the reasons given in these decisions and of the true facts mentioned by the applicant in his appeals, that the Court is called upon to decide whether or not there has been a violation of Article 5 § 3 (art. 5-3) of the Convention (see, inter alia, the Neumeister judgment of 27 June 1968, Series A no. 8, p. 37, §§ 4-5).

The persistence of reasonable suspicion that the person arrested has committed an offence is a condition sine qua non for the validity of the continued detention (see the Stögmüller judgment of 10 November 1969, Series A no. 9, p. 40, § 4), but, after a certain lapse of time, it no longer suffices; the Court must then establish whether the other grounds cited by the judicial authorities continue to justify the deprivation of liberty (ibid., and see the Wemhoff judgment of 27 June 1968, Series A no. 7, pp. 24-25, § 12, and the Ringeisen judgment of 16 July 1971, Series A no. 13, p. 42, § 104). Where such grounds are "relevant" and "sufficient", the Court must also ascertain whether the competent national authorities displayed "special diligence" in the conduct of the proceedings (see the Matznetter judgment of 10 November 1969, Series A no. 10, p. 34, § 12, and the B. v. Austria judgment of 28 March 1990, Series A no. 175, p. 16, § 42).

36. In order to justify their refusal to release Mrs Letellier, the indictments divisions of the Paris and Amiens Courts of Appeal stressed in particular that it was necessary to prevent her from bringing pressure to bear on the witnesses, that there was a risk of her

absconding which had to be countered, that court supervision was not sufficient to achieve these objectives and that her release would gravely disturb public order.

1. The risk of pressure being brought to bear on the witnesses

37. The Government pointed out that the charges against Mrs Letellier were based essentially on the statements of Mr Moysan and Mr Bredon (see paragraph 9 above). The latter, who was examined by the investigating judge on 25 November 1985, could not, on account of his failure to appear, be confronted with the accused on 17 December 1985. The need to avoid pressure being brought to bear such as was liable to lead to changes in the statements of witnesses at confrontations which were envisaged was one of the grounds given in the decision of 22 January 1986 of the Paris indictments division (see paragraph 13 above).

38. According to the Commission, although such a fear was conceivable at the beginning of the investigation, it was no longer decisive after the numerous examinations of witnesses. Moreover, nothing showed that the applicant had engaged in intimidatory actions during her release subject to court supervision (see paragraphs 12-13 above).

39. The Court accepts that a genuine risk of pressure being brought to bear on the witnesses may have existed initially, but takes the view that it diminished and indeed disappeared with the passing of time. In fact, after 5 December 1986 the courts no longer referred to such a risk: only the decisions of the Paris indictments division of 22 January, 5 March, 10 April and 5 December 1986 (see paragraphs 13 and 23 above) regarded detention on remand as the sole means of countering it.

After 23 December 1986 in any event (see paragraph 23 above), the continued detention was therefore no longer justified under this head.

2. The danger of absconding

40. The various decisions of the Paris indictments division (see paragraphs 13, 16, 18 and 23 above) were based on the fear of the applicant's evading trial because of "the severity of the sentence to which she was liable at law" and on the need to ensure that she remained at the disposal of the judicial authorities.

41. The Commission observed that during the four weeks for which she had been released - from 24 December 1985 to 22 January 1986 - the applicant had complied with the obligations of court supervision and had not sought to abscond. To do so would, moreover, have been difficult for her, as the mother of minor children and the manager of a business representing her sole source of income. As the danger of absconding had not been apparent from the outset, the decisions given had contained inadequate statements of reasons in so far as they had mentioned no circumstance capable of establishing it.

42. The Government considered that there was indeed a danger of the accused's absconding. They referred to the severity of the sentence which Mrs Letellier risked and the evidence against her. They also put forward additional considerations which were not however invoked in the judicial decisions in question.

43. The Court points out that such a danger cannot be gauged solely on the basis of the severity of the sentence risked. It must be assessed with reference to a number of other relevant factors which may either confirm the existence of a danger of absconding or make it appear so slight that it cannot justify detention pending trial (see, *mutatis mutandis*, the Neumeister judgment cited above, Series A no. 8, p. 39, § 10). In this case the decisions of the indictments divisions do not give the reasons why, notwithstanding the arguments put forward by the applicant in support of her applications for release, they considered the risk of her absconding to be decisive (see paragraphs 14, 19 and 24 above).

3. The inadequacy of court supervision

44. According to the applicant, court supervision would have made it possible to attain the objectives pursued. Furthermore, she had been under such supervision without any problems arising for nearly one month, from 24 December 1985 to 22 January 1986 (see paragraphs 12-13 above), and had declared her readiness to accept it on each occasion that she sought her release (see paragraphs 14, 19 and 24 above).

45. The Government considered on the other hand that court supervision would not have been sufficient to avert the consequences and risks of the alleged offence.

46. When the only remaining reason for continued detention is the fear that the accused will abscond and thereby subsequently avoid appearing for trial, he must be released if he is in a position to provide adequate guarantees to ensure that he will so appear, for example by lodging a security (see the Wemhoff judgment, cited above, Series A no. 7, p. 25, § 15).

The Court notes, in agreement with the Commission, that the indictments divisions did not establish that this was not the case in this instance.

4. The preservation of public order

47. The decisions of the Paris indictments division of 22 January, 5 March and 23 December 1986 and of 10 April and 24 August 1987 (see paragraphs 13 and 23 above), like that of the Amiens indictments division of 17 March 1987 (see paragraph 21 above), emphasized the need to protect public order from the disturbance caused by Mr Merdy's murder.

48. The applicant argued that disturbance to public order could not result from the mere commission of an offence.

49. According to the Commission, the danger of such a disturbance, which it understood to mean disturbance of public opinion, following the release of a suspect, cannot derive solely from the gravity of a crime or the charges pending against the person concerned. In order to determine whether there was a danger of this nature, it was in its view necessary to take account of other factors, such as the possible attitude and conduct of the accused once released; the French courts had not done this in the present case.

50. For the Government, on the other hand, the disturbance to public order is generated by the offence itself and the circumstances in which it has been perpetrated. Representing an irreparable attack on the person of a human being, any murder greatly disturbs the public order of a society concerned to guarantee human rights, of which respect for human life represents an essential value, as is shown by Article 2 (art. 2) of the Convention. The resulting disturbance is even more profound and lasting in the case of premeditated and organised murder. There were grave and corroborating indications to suggest that Mrs Letellier had conceived the scheme of murdering her husband and instructed third parties to carry it out in return for payment.

51. The Court accepts that, by reason of their particular gravity and public reaction to them, certain offences may give rise to a social disturbance capable of justifying pre-trial detention, at least for a time. In exceptional circumstances this factor may therefore be taken into account for the purposes of the Convention, in any event in so far as domestic law recognises - as in Article 144 of the Code of Criminal Procedure - the notion of disturbance to public order caused by an offence.

However, this ground can be regarded as relevant and sufficient only provided that it is based on facts capable of showing that the accused's release would actually disturb public order. In addition detention will continue to be legitimate only if public order remains actually threatened; its continuation cannot be used to anticipate a custodial sentence.

In this case, these conditions were not satisfied. The indictments divisions assessed the need to continue the deprivation of liberty from a purely abstract point of view, taking into consideration only the gravity of the offence. This was despite the fact that the applicant had stressed in her memorials of 16 January 1986 and of 3 March and 10 April 1987 that the mother and sister of the victim had not submitted any observations when she filed her applications for release, whereas they had energetically contested those filed by Mr Moysan (see paragraphs 14 and 24 in fine above); the French courts did not dispute this.

5. Conclusion

52. The Court therefore arrives at the conclusion that, at least from 23 December 1986 (see paragraph 39 above), the contested detention ceased to be based on relevant and sufficient grounds.

The decision of 24 December 1985 to release the accused was taken by the judicial officer in the best position to know the evidence and to assess the circumstances and personality of Mrs Letellier; accordingly the indictments divisions ought in their subsequent judgments to have stated in a more clear and specific, not to say less stereotyped, manner why they considered it necessary to continue the pre-trial detention.

53. There has consequently been a violation of Article 5 § 3 (art. 5-3).

II. ALLEGED VIOLATION OF ARTICLE 5 § 4 (art. 5-4)

54. The applicant also alleged a breach of the requirements of Article 5 § 4 (art. 5-4), according to which:

"Everyone who is deprived of his liberty by arrest or detention shall be entitled to take proceedings by which the lawfulness of his detention shall be decided speedily by a court and his release ordered if the detention is not lawful."

She claimed that the final decision concerning her application for release of 24 January 1986, namely the Court of Cassation's dismissal on 15 June 1987 of her appeal against the decision of the indictments division of the Amiens Court of Appeal of 17 March 1987 (see paragraphs 16, 21 and 22 above), was not given "speedily". The Commission agreed.

55. The Government contested this view. They argued that the length of the lapse of time in question was to be explained by the large number of appeals filed by Mrs Letellier herself on procedural issues: in thirteen months and three weeks the indictments divisions gave three decisions and the Court of Cassation two; the time which it took for these decisions to be delivered was in no way excessive and could not be criticised because it was in fact the result of the systematic use of remedies available under French law.

56. The Court has certain doubts about the overall length of the examination of the second application for release, in particular before the indictments divisions called upon to rule after a previous decision had been quashed in the Court of Cassation; it should however be borne in mind that the applicant retained the right to submit a further application at any time. Indeed from 14 February 1986 to 5 August 1987 she lodged six other applications, which were all dealt with in periods of from eight to twenty days (see paragraph 23 above).

57. There has therefore been no violation of Article 5 § 4 (art. 5-4).

III. APPLICATION OF ARTICLE 50 (art. 50)

58. According to Article 50 (art. 50),

"If the Court finds that a decision or a measure taken by a legal authority or any other authority of a High Contracting Party is completely or partially in conflict with the obligations arising from the... Convention, and if the internal law of the said Party allows only partial reparation to be made for the consequences of this decision or measure, the decision of the Court shall, if necessary, afford just satisfaction to the injured party."

Under this provision, the applicant claimed compensation for damage and the reimbursement of costs.

A. Damage

59. Mrs Letellier sought in the first place 10,000 francs in respect of non-pecuniary damage and 435,000 francs for pecuniary damage; the latter amount was said to represent half the turnover which her bar-restaurant could have achieved between her arrest and the verdict of the assize court.

60. The Government did not perceive any causal connection between the alleged breaches and the pecuniary damage resulting for the applicant from her deprivation of liberty, which she would in any case have had to undergo once convicted. Furthermore, they considered that the finding of a violation would constitute sufficient reparation for the non-pecuniary damage.

61. The Delegate of the Commission expressed the view that she should be awarded compensation for non-pecuniary damage and, if appropriate, pecuniary damage, but did not put forward any figure.

62. The Court dismisses the application for pecuniary damage, because the pre-trial detention was deducted in its entirety from the sentence. As to non-pecuniary damage, the Court considers that the present judgment constitutes sufficient reparation.

B. Costs and expenses

63. For the costs and expenses referable to the proceedings before the Convention institutions, Mrs Letellier claimed 21,433 francs.

64. The Government did not express an opinion on this issue. The Delegate of the Commission left the quantum to be determined by the Court.

65. The amount claimed corresponds to the criteria laid down by the Court in its case-law and it accordingly considers it equitable to allow the applicant's claims under this head in their entirety.

FOR THESE REASONS, THE COURT UNANIMOUSLY

1. Holds that there has been a violation of Article 5 § 3 (art. 5-3);
2. Holds that there has been no violation of Article 5 § 4 (art. 5-4);
3. Holds that the respondent State is to pay to the applicant, in respect of costs and expenses, 21,433 (twenty-one thousand four hundred and thirty-three) French francs;
4. Dismisses the remainder of the claim for just satisfaction.

Done in English and in French, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 26 June 1991.

Signed: Rolv RYSSDAL President

Signed: Marc-André EISSEN Registrar